

Si la guerre est une industrie, comment pourrait-il y avoir de paix dans un monde capitaliste? La dix-septième lettre d'information (2019).



Pablo Picasso, Guernica, 1937

Chers amis, chères amies,

Salutations du Tricontinental: Institut de recherche sociale.

Le 26 avril 1937, douze bombardiers de la Légion Condor allemande et de l'Aviazione Legionaria italienne survolèrent à basse altitude le Pays Basque, en Espagne. Ils ont détruit la petite ville de Guernica, où ils ont lâché leur arsenal sans se retenir. Près de deux mille personnes sont mortes dans cette ville sans défense. Noel Monk, du Daily Express (Londres), a été l'un des premiers reporters à entrer dans la ville, quelques heures après que ses bombardiers eurent abandonné leur ordonnance. Dans l'evening (1935), Monk écrit : « Un spectacle qui m'a hanté pendant des semaines a été le corps carbonisé de plusieurs femmes et enfants blottis ensemble dans ce qui avait été la cave d'une maison. C'était un refuge; un refuge. Pablo Picasso, l'artiste, a été si ému par la nouvelle de l'attaque des bombardements fascistes sur cette ville qu'il a peint son œuvre la plus puissante - Guernica (1937) - qui est toujours métré dans la Reina Sofia de Madrid. »

À l'entrée du Conseil de sécurité des Nations Unies à New York, une tapisserie du Guernica de Picasso, réalisée par la tissouse Jacqueline de la Baume Dürbach en 1955, est accrochée. Lorsque le secrétaire d'Etat américain Colin Powell est venu à l'ONU au début de 2003 pour faire ses commentaires mensongers sur les armes de destruction massive en Irak, le personnel de l'ONU a recouvert la tapisserie d'un tissu bleu. En 1923, Picasso écrivit à Maurice de Zayas : « ... c'est un message qui dit la vérité... Les messages qui ont mené à la guerre des États-Unis contre l'Irak ne pourraient être racontés avecGuernica en toile de fond.



Khosro Ali, Les Arrivées, 2016

Les messages menés à la guerre, puis il faut des messages pour couvrir les horreurs de la guerre. Ces dernières années, la Cour pénale internationale (CPI) a diligemment commencé à enquêter sur les crimes de guerre commis en Afghanistan par les forces armées des États-Unis d'Amérique, de l'Afghanistan et des Taliban. Le procureur spécial de la CPI, l'Édouard Benouda, était convaincu que la CPI disposait de preuves suffisantes pour faire ouvrir l'enquête (y compris des preuves fournies par WikiLeaks lors de diverses enquêtes secrètes de l'armée américaine). Mais, l'administration de Trump, dans le mois de la malice, a mis une pression immense sur la CPI. D'abord, le conseiller américain pour la sécurité nationale John Bolton a menacé de sanctionner les juges et les avocats de la Cour, puis le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a refusé à Benouda un visa pour venir à New York afin de remettre son rapport au Conseil de sécurité des Nations Unies. Le 12 avril, une chambre préliminaire de la CPI a donc décidé de mettre fin à l'enquête. Ils ont déclaré qu'une enquête sur les crimes de guerre commis par les États-Unis en Afghanistan « ne servirait pas les intérêts de la justice » (pour en savoir plus à ce sujet, veuillez consulter mon rapport). C'est comme ça que ça se passe.

Il est devenu impossible de demander des comptes aux États. La CPI ne peut pas s'en prendre à des États puissants, comme les États-Unis, qui sont ses alliés (notamment Israël). Aucune autre voie n'est ouverte aux victimes de guerres permanentes. Ils marcheront pour la justice, mais ils recevront peu d'attention. En 2011, le fils de Hajj Bilimiah a été tué par un hélicoptère américain à Nangalam (Afghanistan). La tête de son fils Wabidullah avait disparu - dit-il - avec une grande tristesse, le ne l'a jamais retrouvé que par ses vêtements.



Peter Saul, Guernica, 1976

Les dépenses militaires mondiales s'élèvent à plus de 2 billions de dollars, les États-Unis dépensent à eux seuls près de la moitié de ce montant. Le total des dépenses militaires américaines s'élève maintenant à 989 milliards de dollars. Ce chiffre comprend non seulement les dépenses officielles de l'armée américaine, mais aussi les dépenses de l'Administration des anciens combattants, du Département de l'énergie, de la National Nuclear Security Administration, de la composante cybersecrète du Département de la justice, de la Homeland Security et des aspects militaires du Département d'Etat. Il ne comprend pas l'immense budget secret de la National Security Agency et de la Central Intelligence Agency. Si l'on additionne ces chiffres, le budget militaire américain dépasse déjà les 1 000 milliards de dollars, comme lors constaté nos amis du Monthly Review en 2007. Les États-Unis dépensent plus pour leurs dépenses militaires que les neuf pays suivants combinés qui dépensent le plus : Chine, Arabie Saoudite, Russie, Inde, France, Royaume-Uni, Japon, Allemagne et Corée du Sud. La « sécurité » ou la « dissuasion » ne sont pas les principaux objectifs d'une dépense militaire aussi importante. Un monde inondé d'armes, même à la tragédie de Sri Lanka, où des explosifs de qualité militaire ont été utilisés dans le terrible meurtre de plus de deux cents personnes innocentes.

L'industrie de l'armement fait l'objet d'une attention sporadique, le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) et d'autres organismes se sont occupés dans leur travail. Des rapports récents du SIPRI montrent que le volume des transferts d'armes - une part importante du commerce des armes - a augmenté au fil des ans, les États-Unis, la Russie, la France, l'Allemagne et la Chine étant les principaux exportateurs d'armes (ils représentent 75% des ventes mondiales d'armes). Les États-Unis vendent à eux seuls 36% des armes dans le monde, l'accès étant mis sur les avions de combat, les missiles de croisière à courte portée, les missiles balistiques et les bombes guidées. Les dix plus grandes entreprises d'armement du monde le sont :

1. Lockheed Martin (\$44,8 milliards) [États-Unis]
2. Boeing (\$26,9 milliards) [États-Unis]
3. Raytheon (\$23,9 milliards) [États-Unis]
4. BAE Systems (\$22,9 milliards) [Royaume-Uni]
5. Northrop Grumman (\$22,4 milliards) [États-Unis]
6. General Dynamics (\$19,5 milliards) [États-Unis]
7. Airbus Group (\$11,3 milliards) [Europe]
8. Thales (\$9 milliards) [France]
9. Leonardo (\$8,9 milliards) [Italie]
10. Alenia-Aeritalia (\$8,6 milliards) [Russie]

Pourquoi les gouvernements dépensent-ils des sommes aussi astronomiques pour des armes ? Dans son monumental Grundrisse (1887), Karl Marx a fait la remarque désolante, mais précise : « L'impact de la guerre est évident, car économiquement c'est exactement la même chose que si la nation jetait une partie de sa capitale dans l'océan ». Une économie de guerre permanente est un gaspillage, même s'il y a des profits énormes à faire pour ces compagnies de guerre. Tant de choses peuvent être accomplies avec 2 billions de dollars, soit seulement 30 milliards de dollars par an pour mettre fin à la faim dans le monde, comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture l'a noté en 2008. L'an dernier, l'ONU a lancé une campagne visant à recueillir 10 milliards de dollars pour éradiquer l'analphabétisme. Mais même ces modestes fonds n'ont pas pu être levés, la promesse de « milliards en billions » des partenariats public-privé tant vantés tombant à plat. Il y a toujours de l'argent pour la guerre, et toujours pas assez d'argent pour construire l'échafaudage de la paix.

Il y a toujours l'illusion que les dépenses militaires sont destinées à la sécurité, alors qu'elles semblent être davantage axées sur le profit. Toute l'industrie est liée avec des pots-de-vin, Joe Roebuck, de Transparency International, a déclaré que le commerce des armes est « connecté pour la corruption ». « En 1997, on m'a dit à Washington qu'un rapport de la CIA du milieu des années 90 concluait que la corruption dans le commerce des armes représentait alors 40-45% de la corruption totale dans le commerce mondial », écrit-il. L'argument de la sécurité nationale, a suggéré M. Roebuck, « jette un voile de secret sur les ventes d'armes », dont l'ampleur est si grande que même de faibles pourcentages de pots-de-vin représentent des sommes importantes en dollars. La corruption est routinisée: les accords qui sont révélés sont surprenants - des pots-de-vin allant de 300 millions de dollars (Grand Afrique du Sud-BAE de 1997-98) à 8 milliards de dollars (l'accord Saoudien-BAE de 1995-2007).



Nous un avant-goût du commerce des armes, regardez Shabaz Wasti et Johan Dronkers, bande annonce ci-dessus, qui est disponible à la location dans tous les grands plateaux.

Il y a quelques jours, j'ai rejoint un groupe d'Irakiens (comme l'écrivain Hella Zangana et Thurayya Muhammed de Tadmour) : la solidarité des femmes irakiennes, des journalistes qui ont couvert la guerre en Irak et ceux qui ont mené des campagnes de solidarité pour les Irakiens en signant la note suivante :

Merci, Julian Assange, merci, Chelsea Manning.

Pour avoir dénoncé les violations des droits de l'homme, la criminalité et les horreurs de la guerre américaine en Irak.

Pour WikiLeaks qui nous a dit la vérité sur ce qui se passait réellement.

Pour nous avoir fourni les journaux de guerre de l'Irak qui nous aident, dans un proche avenir, à tenir ceux qui ont lancé la guerre d'agression contre l'Irak pour des criminels de guerre.

Nous avons à l'esprit le terrible bombardement de la société et de la civilisation irakiennes. Nous avons en tête Chelsea Manning, assise dans une cellule de prison, refusant de témoigner contre Julian Assange. Nous avons à l'esprit Julian Assange, qui se trouve à la prison de Belmarsh, à 20 kilomètres du quartier général de BAE Systems (le principal marchand d'armes britannique).



Ola Bini

Et nous avions également en tête Ola Bini, qui est à la prison El Inca de Quito (Equateur), qui n'a aucun rôle dans tout cela, mais qui semble être un dommage collatéral pour la frustration des élites dirigeantes que leur mendicité a été révélée par les journaux de guerre d'Afghanistan et d'Irak et tant d'autres fuites.

Ce n'est pas le contenu de ces journaux qui dérange les puissants, dont l'indignation est réservée aux braves qui dénoncent leurs crimes et leur demandent des comptes.



Un agent de la Gesteapo lit l'option dans l'appartement de Picasso, à Paris. Il y avait une peinture de Guernica sur le mur. L'agent de la Gesteapo a demandé si Picasso avait fait ce tableau. "Non", répondit Picasso. "C'est ce que vous avez fait."

Cordialement, Vijay.

*Traduit par Alexandre Bevery.

